

PREMIERE PARTIE : Questions

1. Quels sont les éléments qui composent le patrimoine d'une personne ?
2. Quelles sont les différences fondamentales entre une obligation de moyens et une obligation de résultat ? Illustrez votre réponse à l'aide d'exemples.

DEUXIEME PARTIE : Cas pratiques**Cas n° 1**

La société Margat, est grossiste en produits laitiers et fromages. Elle vend ses produits à des détaillants ; elle les fait livrer par une société de transports, la SARL Express.

1. Quelle est la nature de l'obligation de la SARL Express vis-à-vis de la société Margat ?

Le 15 mars, la SARL livre un client de la société Margat alors qu'elle avait promis de faire cette livraison pour le 13 mars. Une partie de la marchandise arrive avariée, et ne peut être revendue par le détaillant, M. Jeannot.

2. Dans quelles conditions la SARL Express peut-elle engager sa responsabilité vis-à-vis de la société Margat ?
3. Que peut réclamer M. Jeannot à la société Margat ?

Cas n° 2

Ce dimanche matin, M. Pierre gare sa voiture, comme d'habitude, devant le boulanger pâtissier pour acheter du pain et un gâteau. La rue est en pente et, pendant que M. Pierre est dans la boutique, la voiture descend le long du trottoir et percute un autre véhicule (appartenant à Mme Josy) stationné au bas de la rue.

1. Comment Mme Josy peut-elle agir en justice contre M. Pierre pour obtenir la remise en état de sa voiture ? Quelle réparation peut-elle obtenir ?
2. M. Pierre peut-il dégager sa responsabilité vis-à-vis de Mme Josy ?
3. M. Pierre peut-il se protéger contre les risques qu'il encourt au titre de sa responsabilité civile concernant son véhicule automobile ?

TROISIEME PARTIE : Analyse de documents**A. Article L132-1 alinéa 1 du Code de la consommation**

1. Le texte ci-dessous reproduit-il fidèlement le contenu de l'article L132-1 alinéa 1 du Code de la consommation ? Justifiez votre réponse.

« Dans les contrats conclus entre professionnels et non professionnels ou consommateurs, sont abusives les clauses qui ont pour objet de créer, au détriment du non professionnel ou du consommateur, un déséquilibre entre les droits des parties au contrat. »

2. Dans quel type de contrat peut être inscrite une clause abusive ? Donnez un exemple pour illustrer votre réponse.

B. Décision de jurisprudence**Arrêt n° 584 du 21 mars 2006 - Cour de cassation - Première chambre civile**

Attendu que M. X... a acquis le 30 juillet 1997 auprès de la société Sud Auto Citroën un véhicule automobile au prix de 26 107,20 euros ; que le véhicule présentant divers dysfonctionnements, l'acquéreur a exercé l'action rédhibitoire en garantie des vices cachés à l'encontre du vendeur, lequel a appelé en garantie le constructeur, la société Citroën

automobiles ; que l'arrêt attaqué (Toulouse, 7 mai 2003) a prononcé la résiliation de la vente sur ce fondement et condamné la société Sud Auto Citroën, sous la garantie du constructeur, à restituer l'intégralité du prix de vente et à payer des dommages intérêts ;

Sur les deux premières branches du troisième moyen du pourvoi principal de la société Citroën automobiles et du pourvoi incident de la société Sud Auto Citroën :

Attendu qu'il est fait grief à la cour d'appel d'avoir condamné le vendeur à payer à M. X... la somme de 26 107,20 euros en restitution du prix sans prendre en considération le fait que ce dernier avait bénéficié de la jouissance du véhicule et qu'ayant parcouru plus de 100.000 km il l'avait déprécié, alors, selon le moyen :

1°/ que consistant à supposer inexistant un contrat ayant réellement existé et produit des effets ineffaçables, la fiction de la rétroactivité ne permet pas d'ignorer les actes de jouissance dont ont pu tirer profit les contractants ; qu'en conséquence, lorsqu'une vente est résolue pour vice caché, le juge doit comptabiliser l'avantage que l'acheteur a tiré de la détention du bien cette opération se soldant par une compensation avec la créance de restitution du prix ; que la SA Automobiles Citroën a demandé au juge de tenir compte de l'usage incontestablement fait par M. X... du véhicule affichant presque 100 000 km au compteur avant même que le premier juge ne statue ; qu'en s'abstenant de considérer cette jouissance, indéniable et conséquente, et d'en évaluer le prix, tout en condamnant le vendeur à la restitution du prix, le juge a violé les articles 1134, 1371 et 1644 du Code civil ;

2°/ qu'en tout état de cause, à supposer qu'il ne puisse obtenir une indemnité correspondant à la seule utilisation de la chose, le vendeur peut être dédommagé du préjudice immédiatement éprouvé du fait de l'usure de celle-ci ; qu'en s'abstenant de considérer l'indéniable usure d'un véhicule ayant parcouru 100 000 km, afin de dédommager le vendeur, fût-il responsable, pour avoir vendu une chose viciée, le juge d'appel a de nouveau violé les articles 1134, 1371 et 1644 du Code civil ;

Mais attendu qu'en matière de garantie de vices cachés, lorsque l'acquéreur exerce l'action rédhibitoire prévue par l'article 1644 du Code civil, le vendeur, tenu de restituer le prix reçu, n'est pas fondé à obtenir une indemnité liée à l'utilisation de la chose vendue ou à l'usure résultant cette utilisation ; que dès lors la cour d'appel a ordonné à bon droit la restitution par le vendeur à l'acquéreur de l'intégralité du prix de vente ; que le moyen n'est fondé en aucune de ses deux branches ;

Sur les autres griefs du pourvoi principal de la société Citroën automobiles et du pourvoi incident de la société Sud Auto Citroën, tels qu'ils figurent dans les mémoires respectifs de ces sociétés et sont reproduits en annexe :

Attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer sur les autres griefs qui ne seraient pas de nature à permettre l'admission des pourvois ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi principal de la société Citroën automobiles et le pourvoi provoqué de la société Sud Auto Citroën ;

Travail à faire :

1. **Présentez les faits à l'origine du litige.**
2. **Identifiez les parties devant la Cour de cassation.**
3. **Que réclame le demandeur ?**
4. **Indiquez le problème de droit à résoudre par la Cour de cassation.**
5. **Quelle décision rend la Cour de cassation ? Comment la motive-t-elle ?**

INTRODUCTION AU DROIT

Sujet

Durée : 3 heures

CORRIGE

1^{ère} partie : questions

1. Quels sont les éléments qui composent le patrimoine d'une personne ?

Le patrimoine d'une personne est l'ensemble de ses biens et de ses obligations ; ceux-ci forment une universalité de droit.

Tous les éléments qui composent le patrimoine ont une valeur pécuniaire. Cela signifie que chaque bien et que chaque obligation est évaluable en argent.

C'est ainsi que le patrimoine comprend un actif et un passif.

L'actif comprend tous les biens appréciables en argent. Dans les biens, on distingue les droits réels (exemple : droit de propriété sur une maison) et les droits personnels (exemple : droit de créance d'une personne sur un débiteur).

Le passif regroupe toutes les dettes, c'est-à-dire les obligations appréciables en argent.

2. Quelles sont les différences fondamentales entre une obligation de moyens et une obligation de résultat Illustrez votre réponse à l'aide d'exemples.

Le débiteur qui a une obligation de moyens n'est pas tenu d'un résultat précis, mais s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour exécuter son obligation.

Par exemple, le médecin s'engage à mobiliser ses compétences et tous les moyens possibles pour répondre aux besoins de son client (prescription de médicaments, soins...).

Le débiteur qui a une obligation de résultat s'engage à obtenir un résultat précis.

Par exemple, en matière de transport de personnes, le transporteur s'engage à conduire à destination des personnes dans un délai déterminé. Ce transporteur est aussi tenu la sécurité de ces personnes.

2^{ème} partie : cas pratiques

Cas n° 1 :

1. Quelle est la nature de l'obligation de la SARL Express vis-à-vis de la société Margat ?

Fait essentiel

La société Margat fait livrer ses produits à ses clients par une société de transports, la SARL Express.

Problème de droit posé

Quelle est la nature de l'obligation d'un transporteur vis-à-vis de son client ?

Règle de droit applicable

Dans un contrat de transport de marchandises, le transporteur a une obligation de résultat : il doit livrer la marchandise dans le délai convenu et en bon état.

Application au cas

La SARL Express a une obligation de résultat envers la société Margat.

2. Dans quelles conditions la SARL Express peut-elle engager sa responsabilité vis-à-vis de la société Margat ?

Fait essentiel

Le 15 mars, la SARL Express livre un client de la société Margat alors qu'elle avait promis de faire cette livraison pour le 13 mars. Une partie de la marchandise arrive avariée, et ne peut être revendue par le détaillant, M. Jeannot.

Problème de droit posé

Dans quelles conditions, un transporteur engage-t-il sa responsabilité vis-à-vis de son client ?

Règle de droit applicable

En cas d'inexécution totale ou partielle du contrat de transport, le transporteur engage sa responsabilité contractuelle car il commet une faute dans l'exécution du contrat.

Application au cas

La SARL Express a engagé sa responsabilité contractuelle envers la société Margat car elle a livré la marchandise avec retard et parce que la marchandise est arrivée avariée chez le client. Elle a donc commis des fautes quant à la l'exécution de ses engagements contractuels.

3. Que peut réclamer M. Jeannot à la société Margat ?

Fait essentiel

Le 15 mars, la SARL Express livre un client de la société Margat alors qu'elle avait promis de faire cette livraison pour le 13 mars. Une partie de la marchandise arrive avariée, et ne peut être revendue par le détaillant, M. Jeannot.

Problème de droit posé

Comment le dommage causé pour inexécution d'un contrat de transport peut-il être réparé ?

Règle de droit applicable

Si le client assigne en justice le transporteur, ce dernier peut être condamné à réparer le préjudice causé par l'inexécution du contrat. Le transporteur sera alors condamné à verser des dommages intérêts au client.

Trois types de dommages intérêts (DI) peuvent être réclamés au transporteur : des DI compensatoires (pour compenser le préjudice subi en tout ou partie), des DI moratoires (pour compenser le préjudice qui découle du retard apporté à l'exécution du contrat).

Application au cas

La société Margat peut, pour réparer l'inexécution contractuelle, demander :

- des DI compensatoires car une partie de la marchandise est arrivée avariée chez le client ;
- des DI moratoires pour les marchandises arrivées en bon état chez le client, mais avec retard.

Cas n° 2

1. Mme Josy peut-elle agir en justice contre M. Pierre pour obtenir la réparation de sa voiture ?

Fait essentiel

M. Pierre gare sa voiture, comme d'habitude, devant le boulanger pâtissier pour acheter du pain et un gâteau. La rue est en pente et pendant que M. Pierre est dans la boutique, la voiture descend le long du trottoir et percute un autre véhicule (appartenant à Mme Josy) stationné au bas de la rue.

Problème de droit posé

Dans quelles conditions peut être engagée la responsabilité du propriétaire d'une chose ?

Règle de droit applicable

L'article 1384 du code civil prévoit que la responsabilité délictuelle du fait des choses peut être engagée à l'encontre d'une personne. Il faut alors prouver que la chose était sous la garde son propriétaire au moment où elle a causé un préjudice à un tiers.

Application au cas

M. Pierre avait la garde de sa voiture, dans le sens où il en est le propriétaire et l'utilisateur au moment où la voiture descend le long du trottoir et percute le véhicule de Mme Josy, qui est stationné au bas de la rue.

Par conséquent, M. Pierre engage sa responsabilité délictuelle en application de la loi car sa voiture est à l'origine du préjudice subi par Mme Josy.

2. Quelle réparation peut-elle obtenir ?

Fait essentiel

M. Pierre gare sa voiture dans une rue est en pente ; pendant qu'il fait une course, la voiture descend le long du trottoir et percute un autre véhicule (qui appartient à Mme Josy) stationné au bas de la rue.

Problème de droit posé

Comment une personne qui engage sa responsabilité délictuelle du fait des choses peut-elle réparer le préjudice qu'elle cause à autrui ?

Règle de droit applicable

Une personne qui engage sa responsabilité délictuelle du fait des choses réparer le préjudice qu'elle a causé à autrui par plusieurs moyens :

- versement de dommages intérêts pour rembourser les frais de réparation du bien d'autrui ou pour remplacer ce bien ;
- remboursement des frais occasionnés par la réparation ou le remplacement du bien endommagé.

Application au cas

Mme Josy peut demander des DI pour rembourser les frais de réparation de sa voiture ou, le cas échéant, le remboursement de sa voiture si celle-ci n'est pas réparable. De plus, elle peut demander que les frais de location d'un autre véhicule pour se rendre à son travail (pendant la durée des réparations du véhicule endommagé ou le délai de livraison nécessaire pour avoir un nouveau véhicule) lui soient également remboursés.

3. M. Pierre peut-il dégager sa responsabilité vis-à-vis de Mme Josy ?

Fait essentiel

M. Pierre gare sa voiture dans une rue est en pente ; pendant qu'il fait une course, la voiture descend le long du trottoir et percute un autre véhicule (qui appartient à Mme Josy) stationné au bas de la rue.

Problème de droit posé

Dans quelles conditions le propriétaire d'un bien peut-il dégager sa responsabilité délictuelle si ce bien cause un dommage à autrui ?

Règle de droit applicable

La loi prévoit que lorsque la responsabilité du fait des choses est engagée, la personne responsable peut être exonérée de sa responsabilité si elle prouve l'un des faits suivants : cas de force majeure, faute de la victime ou fait d'un tiers.

Application au cas

Dans le cas présent, aucune information ne permet d'affirmer que l'une des causes possibles d'exonération de la responsabilité (cas de force majeure, faute de la victime ou fait d'un tiers) de M. Pierre est survenue. Par conséquent, M. Pierre ne peut se dégager de sa responsabilité du fait des choses.

4. M. Pierre peut-il se protéger contre les risques qu'il encourt au titre de sa responsabilité civile concernant son véhicule automobile ?

Fait essentiel

M. Pierre est propriétaire d'un véhicule automobile.

Problème de droit posé

Comment le propriétaire d'un véhicule automobile peut-il se protéger préventivement contre les risques qu'il encourt au titre de sa responsabilité civile à propos de ce véhicule ?

Règle de droit applicable

La loi prévoit que le propriétaire d'un véhicule automobile a l'obligation de conclure un contrat d'assurances en responsabilité civile avec une société d'assurance ou une mutuelle d'assurance, qui indemniserà la ou les victimes en cas de réalisation de risques, tel qu'un accident de la circulation.

Application au cas

En application de la loi, M. Pierre doit conclure un contrat d'assurances en responsabilité civile pour son véhicule automobile. C'est la société d'assurance (ou la mutuelle d'assurance) qui indemniserà la ou les victimes en cas de dommages causés à autrui avec ce véhicule.

3^{ème} partie : analyse de documents

A. Article L132-1 alinéa 1 du Code de la consommation

1. Ce texte ci-dessous reproduit-il fidèlement le contenu de l'article L132-1 alinéa 1 du Code de la consommation ? Justifiez votre réponse.

Cette rédaction est incomplète car il faut lire : « ... qui ont pour objet **ou pour effet** de créer, au détriment du non professionnel ou du consommateur, un déséquilibre **significatif** entre les droits **et obligations** des parties au contrat. »

2. Dans quel type de contrat peut être inscrite une clause abusive ? Donnez un exemple pour illustrer votre réponse.

Une clause abusive peut être inscrite dans un contrat de consommation ; par exemple, un contrat de vente pour un bien ou une prestation de service conclu entre un professionnel et un consommateur dans lequel les obligations du consommateur sont déséquilibrées au profit du professionnel (exemple : montant du prix de vente facturé et conditions de livraison).

B. Décision de jurisprudence

Arrêt n° 584 du 21 mars 2006 - Cour de cassation - Première chambre civile

1. Présentez les faits à l'origine du litige.

M. X... a acquis le 30 juillet 1997 auprès de la société Sud Auto Citroën un véhicule automobile au prix de 26 107,20 euros. Ce véhicule a présenté divers dysfonctionnements ; aussi, l'acquéreur a décidé d'exercer l'action rédhibitoire en garantie des vices cachés à l'encontre du vendeur et ce dernier a décidé d'appeler en garantie le constructeur, la société Citroën automobiles.

2. Identifiez les parties devant la Cour de cassation.

Demandeur à la cassation : société Automobiles Citroën SA

Défendeurs à la cassation : M. Gauthier X... et autre

3. Que réclame le demandeur ?

Le demandeur réclame la réduction du montant de l'indemnisation à verser à l'acquéreur du véhicule, compte tenu de l'usage du véhicule qui a déjà été fait par cet acquéreur.

4. Indiquez le problème de droit posé à résoudre par la Cour de cassation.

Quelle est l'étendue de l'indemnisation due à l'acquéreur d'un bien qui exerce une action rédhibitoire (c'est-à-dire en garantie des vices cachés) ?

5. Quelle décision rend la Cour de cassation ? Comment la motive-t-elle ?

La Cour décide que la société Citroën, le vendeur, doit restituer l'intégralité du prix d'achat du véhicule à l'acheteur, bien que celui-ci ait utilisé le véhicule sur une distance de 100 000 km.

Elle rappelle que lorsqu'un acheteur exerce l'action rédhibitoire, qui vise à le protéger contre les vices cachés d'une chose et qu'il est fait droit à sa demande, il doit être intégralement remboursé du prix qu'il a déboursé pour acquérir la chose.